

LA "RADIO QUI TUE"

Août 1994

## Rwanda : médias et génocide

**IL FAUDRA BIEN, UN JOUR, FAIRE L'HISTOIRE DU GÉNOCIDE DES TUTSIS DU RWANDA. LA RÉOLUTION 935/94, VOTÉE PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES EN JUILLET, A CRÉÉ DANS CE BUT UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES CRIMES QUI AURAIENT FAIT, JUSQU'À PRÉSENT, QUELQUE 500 000 VICTIMES. LES SIX ENQUÊTEURS DE CETTE COMMISSION DEVRONT TOUT PARTICULIÈREMENT SE PENCHER SUR LA RESPONSABILITÉ D'UNE STATION DE RADIO RADIO-MILLE-COLLINES QUI, DES MOIS DURANT, LANÇA DES APPELS AU MASSACRE DES TUTSIS ET DES HUTUS MODÉRÉS , SANS QUE NUL NE S'EN ÉMEUVE.**

PAR FRANÇOIS MISSER \*

*"Les fosses sont encore à moitié vides ! Aidez-nous à les remplir ! Formez des barrages ! Bloquez les infiltrations des cancrelats !" Adressés au "grand peuple hutu" , ces appels à la chasse à l'homme et au meurtre collectif ont été diffusés sans relâche au Rwanda dès l'annonce de la mort du président Juvénal Habyarimana le 6 avril 1994, sur les ondes de la station privée de Kigali, Radio-Télévision libre des Mille Collines (RTL). Ils visaient les "ennemis" : les guérilleros du Front patriotique rwandais (FPR) et leurs "complices" : opposants hutus modérés, Hutus du Sud, et tous les Tutsis sans distinction, des nouveau-nés aux vieillards.*

La suite, tragique, on la connaît. Aux cris de "Power" entendez, "Hutu power" ("pouvoir hutu"), slogan de la station, les machettes ont abattu et les grenades ont déchiqueté des centaines de milliers d'êtres humains ; un génocide qualifié comme tel et dénoncé début juillet par la commission des Nations unies sur les droits de l'homme. Ce génocide, Radio-Mille-Collines l'avait appelé de ses vœux en diffusant, bien avant l'attentat contre le dictateur-président, des listes d' "ennemis à abattre" , au premier rang desquels on trouvait le premier ministre Agathe Uwingiliyimana (effectivement assassinée, avec toute sa famille, dès le début des massacres). Subventionné par le clan présidentiel (en particulier par Mme Agathe Habyarimana, épouse du président décédé, actuellement réfugiée en France, et le colonel Sagatwa, chef des sinistres "escadrons de la mort", qui a péri dans le même accident d'avion que Juvénal Habyarimana), depuis plus de deux ans le journal *Kangura* publiait "Les dix commandements des Hutus", exhortant les membres du groupe majoritaire à ne pas frayer, fût-ce pour affaires, avec les "cancrelats" tutsis et leurs conjoints.

Mais *Kangura* étant, aux yeux des extrémistes, un média de propagande peu efficace dans un pays où la majorité de la population est analphabète, des proches du clan présidentiel décident de fonder, en juillet 1993, Radio-Mille-Collines. Au nombre des bailleurs de fonds figurent M. Félicien Kabuga, père d'une belle-fille du président-dictateur, et M. Alphonse Ntirivamunda, beau-fils de Juvénal Habyarimana. On cite également le nom de M. Séraphin Rwabukumba, beau-frère du chef de l'Etat. L'idéologue de la radio n'est autre que M. Ferdinand Nahimana, sorte de Goebbels local, maître à penser du parti unique du président Habyarimana , qui avait été évincé de la direction de Radio-Rwanda en 1992 à cause de ses appels à la haine ethnique et qui lance personnellement sur les ondes de Radio-Mille-Collines des appels aux massacres (1).

La création de la RTL visait à contrer la propagande de l'émetteur du FPR Radio-Muhabura et à pallier la perte de contrôle, par le clan présidentiel, de

Radio-Rwanda. Son siège à Kigali était d'ailleurs gardé par les miliciens du MRND, armés jusqu'aux dents, souvent membres de la garde présidentielle, tandis que les installations étaient alimentées en courant électrique par des câbles tirés du palais présidentiel...

### **Appels au lynchage**

DÈS son lancement, Radio-Mille-Collines s'est assuré une forte audience chez les jeunes, surtout grâce à une excellente programmation musicale : tubes des maîtres zaïrois Franco, Zaïko Langa Langa, du funky, du rock ou du reggae (2). Sous cette couverture "branchée", la radio se spécialisa dans les appels au lynchage des Tutsis et les réquisitoires, comme ceux de M. Jean-Bosco Barayagwiza, dirigeant du Comité pour la défense de la république (CDR), contre les accords d'Arusha, qui rognèrent les pouvoirs du président Habyarimana. Dès octobre 1993, la radio relaie les appels à la "résistance" de ministres extrémistes hutus du Burundi, qui seront suivis de meurtres de Tutsis au Rwanda même. Le Réseau Zéro, sorte d'escadron de la mort, dont on soupçonne M. Protias Zigirangizaro, autre beau-frère du président-dictateur, d'être le principal financier et organisateur (3) se charge des exécutions...

Autres cibles : les "casques bleus" belges, qui arrivent en décembre 1993 pour veiller à l'application des accords d'Arusha. Cette campagne culmine avec les appels au meurtre lancés par le responsable des émissions en français, M. Georges Ruggiu. "A chacun son Belge !", a-t-on même entendu. Bilan : dix "casques bleus" belges torturés à mort dans un camp militaire de Kigali et six civils belges assassinés.

Dans les premières semaines de la bataille de Kigali, en avril 1994, un bombardement du FPR a détruit l'émetteur mais n'a pas fait taire la station. A bord d'un car-reportage, les huit "journalistes" de la "radio qui tue" ont continué, tout en battant en retraite, à inciter au génocide ; puis ont rejoint, le 3 juillet, après la chute de Kigali, le reste des forces gouvernementales à Gisenyi et à Cyangugu. De là, non loin de la "zone de sécurité" établie par les militaires français de l'opération "Turquoise", Radio-Mille-Collines a poursuivi sa propagande de mort, ses messages de haine, et continué, avant de se replier sur le Zaïre, de lancer des consignes aux miliciens hutus qui terrorisaient les populations et traquaient toujours les Tutsis cachés dans les forêts. Elle porte d'ailleurs une grande responsabilité dans l'exode chaotique des Hutus à cause des menaces de mort lancées contre ceux qui ne choisiraient pas l'exode...

Cette nouvelle forme de "journalisme de haine" pourrait s'étendre demain à la région. Dans un communiqué commun, le 6 juillet, M. Sylvestre Ntibantungaya, président intérimaire burundais, et les responsables de la plupart des partis du Burundi dont le Front pour la démocratie, majoritaire ont dénoncé un émetteur pirate probablement situé jusqu'à la mi-juillet dans la "zone humanitaire" instaurée par l'armée française : Radio-Rutomorangingo, "la radio qui donne des consignes" (4). Elle appelle les Hutus du Burundi "à en finir, une fois pour toutes, avec l'opresseur tutsi" et à "se lever comme un seul homme" pour rejoindre les rangs de l'"Armée du peuple" de M. Léonard Nyangoma, ancien ministre de l'intérieur qui s'est exilé en mars dernier en Belgique et veut en finir avec l'hégémonie de la minorité tutsie sur l'armée burundaise. Disséminés dans les collines, après avoir tenu pendant plusieurs mois le quartier Kamengué de Bujumbura (Burundi), ses combattants sont parfois armés de fusils d'assaut R4 sud-africains, identiques à ceux des troupes gouvernementales rwandaises... Les mêmes appels à la haine de cette nouvelle "radio qui tue" entraîneront-ils à son tour le Burundi dans le cycle des massacres ?

**FRANÇOIS MISSE**

\* Journaliste, a participé à une mission de l'association Reporters sans frontières au Rwanda et au

Burundi.

- (1) M. Ferdinand Nahimana aurait été évacué par l'armée française de Kigali, le 7 avril dernier après le début des massacres, dans l'avion venu récupérer l'ambassadeur de France... ( cf. *le Nouvel Observateur*, 14 juillet 1994).
- (2) Ce sont des meutes d'adolescents en Ray Ban et vêtements mode, auditeurs fidèles de Radio-Mille-Collines, qui, les premiers, dès le 6 avril 1994, se sont livrés au massacre des Tutsis.
- (3) Cf. *L'Express*, 16 juin 1994.
- (4) Cf. *Libération*, 12 juillet 1994.

Mots-clés

- **Rwanda**
- **Génocide**
- **Infoguerre**
- **Médias**